

## Cette dette n'est pas la nôtre

Les gouvernements européens veulent profiter de la panique liée à la crise financière pour imposer de nouvelles mesures d'austérité. Comme si nous n'avions pas déjà notre compte ! Chômage, misère, précarité... ça suffit !

### Qui profite de la dette ? Les banques et les patrons

Les dépenses du service public n'ont pas augmenté depuis 30 ans. Elles ont baissé ! Par contre, la dette de l'État est complètement plombée par :

- les intérêts liés aux crédits contractés auprès des banques privées pour financer le budget de l'État,
- le manque à gagner des recettes publiques provoqué par les exonérations fiscales et sociales qui profitent exclusivement aux plus riches et aux patrons.

### Refusons l'austérité et la régression sociale

On nous dit qu'il faut rassurer les marchés. La « rigueur budgétaire », autrement dit l'austérité, serait le seul moyen pour sortir de la crise. Concrètement, après sa « victoire sur les retraites », le gouvernement veut montrer aux puissances financières qu'il est capable de mater son peuple ; qu'il a bien mérité sa notation « AAA ».

Eh bien prouvons-lui qu'il se trompe !

**Mardi 11 octobre**  
***Faisons grève !***  
**Venez nombreux au casse-croûte**  
**de protestation contre l'austérité**  
**de 11 h à 13 h**  
**devant la mairie des Lilas,**  
**avant le départ pour la manifestation régionale**

**Pour :**

- ⊛ **L'augmentation des salaires**
- ⊛ **La fin des inégalités salariales hommes/femmes**
- ⊛ **Un salaire minimum de 1 700 €**
- ⊛ **La titularisation pour tous les contractuels y compris pour les étrangers non-communautaires avec le passage à temps complet**
- ⊛ **La défense du service public**

## **La dette, un prétexte pour imposer toujours plus d'austérité**

Pour le gouvernement, il n'y a pas d'autre issue à la crise que de s'y enfoncer encore plus : il faudrait toujours et encore donner des gages aux marchés et, pour cela, imposer au peuple de nouveaux sacrifices. Les salariés sont les premiers visés et, en particulier, ceux de la fonction publique, pointés du doigt par l'idéologie libérale, comme « des privilégiés et des égoïstes ».

Nous sommes bien placés pour constater que la réalité ne correspond en rien à cette propagande : non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite (suppression de plus de 100 000 postes de fonctionnaires depuis 4 ans), heures supplémentaires subventionnées à coup d'exonération sociales et fiscales, recours de plus en plus fréquent aux contrats précaires, mise en concurrence entre salariés, introduction de logiques marchandes...

La fonction publique, dans son ensemble, subit déjà depuis longtemps les attaques de politiques libérales dont les effets dévastateurs se paient cash pour l'ensemble de la société : remise en cause de l'accès aux soins, à l'éducation, à la justice, aux transports, à l'aménagement du territoire, aux services de proximité.

## **Mais au fait, c'est quoi, cette dette ?**

La dette ? Mais oui elle existe mais ce ne sont certainement pas les fonctionnaires qui en sont la cause.

Dans le budget de la nation, la part de dépenses nécessaire au service public n'a pas progressé depuis près de 30 ans ; elle a même diminué.

Par ailleurs, quand on parle de budget, il est question, certes, de dépenses, mais aussi de recettes, or que constate-t-on, à ce sujet ? Les réductions d'impôt, dont bénéficient en priorité les plus riches, et les diverses exonérations de charges sociales accordées aux entreprises représentent un manque à gagner considérable pour les recettes publiques.

En dépit de la crise, la richesse existe mais ce n'est pas du côté des salariés qu'il faut la trouver : 30 entreprises du CAC 40 cumulaient près de 40 milliards d'euros de profit en août 2011. Et qu'en est-il des détournements mafieux, dont l'actualité nous livre régulièrement quelques épisodes, et autres parachutages dans les paradis fiscaux ?

Enfin, comment est-il possible de parler de la dette publique sans évoquer la part considérable qu'y prend le remboursement des intérêts versés aux banques privées ?

Les traités de Maastricht et de Lisbonne interdisent aux États membres de financer leurs investissements publics en ayant recours à des emprunts contractés auprès de leurs propres banques centrales. Les États ont donc l'obligation de passer par le crédit bancaire privé et doivent, à ce titre, verser d'importants intérêts. L'intérêt de la dette, en France, absorbe tous les ans l'équivalent de l'impôt sur le revenu. Ces charges plombent le budget et c'est cela qui nous maintient dans un déficit permanent.

## **Qui sont les responsables ?**

Les États, dépendants des marchés financiers, sont sous la menace permanente d'attaques spéculatives, au même titre qu'une entreprise cotée en Bourse (comme on l'a vu avec la crise grecque). On exige des États qu'ils donnent des garanties sur la rentabilité des investissements. Cela se traduit par les politiques d'austérité et de destruction du service public, auxquelles nous assistons actuellement en Europe.

La spéculation financière obéit à sa propre logique, qui n'est d'aucune utilité à l'économie réelle. Les fluctuations délirantes de la finance sont totalement déconnectées des besoins de la société, mais ses répercussions sont dévastatrices : paupérisation, chômage de masse et déstructuration du lien social. Travaillant dans la Fonction Publique Territoriale, nous sommes bien placés pour le constater.

## **N'acceptons pas cette compétition : nous ne paierons pas !**

Il ne tient qu'à nous, quels que soient notre statut (titulaire ou contractuel), notre grade et notre service, de refuser de cautionner cet ordre irrationnel qui veut imposer la compétition et la rentabilité comme unique règle de vie. Nous savons que, dans les collectivités territoriales, aussi, les impératifs budgétaires peuvent conduire à des restructurations et à une politique sociale tout aussi destructrice que celle pratiquée dans la fonction publique d'État ou la fonction publique hospitalière.

L'évolution de la crise mondiale dépend de notre capacité à nous opposer aux forces du marché et cela commence individuellement, à notre travail, en affirmant collectivement les revendications des salariés.

Il n'y a pas de fatalité. Il est possible d'imposer la volonté des travailleurs et des laissés pour compte du système : n'attendons pas de subir, rassemblons-nous dès maintenant, comme cela commence à se faire dans d'autres pays, et affirmons que ça suffit, nous en avons assez de la dictature des marchés.

***Nous voulons un ordre économique au service de la société et non l'inverse, nous ne paierons pas !***